Nations Unies A/76/511–S/2021/919

Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr. générale
5 novembre 2021
Français
Original : russe

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 38 et 39 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-seizième année

La situation au Moyen-Orient

Question de Palestine

Lettres identiques datées du 3 novembre 2021, adressées au Secrétaire général, au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration du Ministère russe des affaires étrangères à l'occasion du trentième anniversaire de la Conférence de Madrid sur le règlement israélo-arabe (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document l'Assemblée générale, au titre des points 38 et 39 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(*Signé*) V. **Nebenzia**

21-16064 (F) 101121 121121

Merci de recycler

Annexe aux lettres identiques datées du 3 novembre 2021 adressées au Secrétaire général, au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

À l'occasion du trentième anniversaire de la conférence de paix de Madrid sur le règlement du conflit israélo-arabe

La journée du 30 octobre est entrée dans l'histoire comme une étape importante dans le développement du Moyen-Orient. Il y a trente ans, le 30 octobre 1991, s'ouvrait à Madrid une conférence de paix sur le règlement du conflit israélo-arabe. La tenue de ce congrès sous parrainage américano-soviétique a été rendue possible par une intense coopération multilatérale. Il convient de souligner la contribution spéciale de l'Espagne en tant que pays hôte de la Conférence de Madrid.

C'était la première fois que tous les acteurs concernés se réunissaient autour de la table des négociations, y compris les représentants de haut niveau d'Israël, de l'Égypte, de la Syrie, du Liban, de la Jordanie et des Palestiniens réunis dans une délégation conjointe, ainsi que l'Organisation des Nations Unies en tant qu'observateur. Cette manifestation a permis la mise en place d'un processus de paix en vue d'un règlement global de la situation au Moyen-Orient, fondé sur un dialogue politique direct entre Israël, les pays arabes et les Palestiniens, ainsi que sur des négociations multilatérales concernant les questions fondamentales de la sécurité, des réfugiés, de l'économie et de l'allocation de l'eau.

Les décisions prises à Madrid ont grandement contribué à la stabilisation de la région grâce aux efforts des pays du Moyen-Orient et des acteurs internationaux. Elles ont permis de tracer les contours d'un processus de paix global et durable. Malheureusement, pour diverses raisons, l'occasion offerte par la Conférence de Madrid n'a pas été pleinement saisie ; elle a même été gaspillée pour ce qui concerne un certain nombre de domaines.

En conséquence, alors que l'occupation israélienne des territoires palestiniens se poursuit, des affrontements militaires se produisent régulièrement dans la zone de conflit. La Cisjordanie et la bande de Gaza sont en proie à de graves problèmes socio-économiques et humanitaires que les mésententes entre Palestiniens ne font que renforcer. La population civile, palestinienne comme israélienne, pâtit des mesures unilatérales visant à modifier le statut de Jérusalem, y compris celui des lieux saints, des activités de colonisation et des appels à la violence. Les perspectives de réalisation de la proposition du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies « Territoires contre paix », dont découle le principe de deux États, Israël et la Palestine, coexistant dans la paix et la sécurité, apparaissent profondément compromises.

Dans ces circonstances, la Russie, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et membre du Quartet pour le Moyen-Orient, appelle ses partenaires à faire fond sur l'expérience de coopération de Madrid, qui repose sur une approche globale des défis et menaces régionaux, et à intensifier les efforts conjoints afin de parvenir à un règlement durable du conflit israélo-arabe. L'histoire prouve qu'il est impossible à quiconque de défaire isolément les nœuds du conflit au Moyen-Orient.

Pour relever ce défi, la diplomatie russe propose donc de convoquer une réunion du Quartet au niveau ministériel, en coopération avec la Ligue des États arabes. Notre proposition d'organiser un sommet palestino-israélien à Moscou reste également valable. Nous maintenons des contacts avec toutes les parties. Le Premier ministre israélien N. Bennett a récemment effectué une visite en Russie. Nous prévoyons aussi des discussions avec les dirigeants de l'Autorité palestinienne.